

Melun

Session : 2^e session 2018-19
Année d'étude : Première année de Licence Droit parcours classique et réussite
Discipline : **Problèmes économiques contemporains**
Titulaire du cours : Mme Geneviève Grangeas
Documents autorisés : aucun

Calculatrices permises : modèles de base (non programmables et sans mémoire alphanumérique)

REMARQUES

A lire avant de commencer

L'exercice fourni consiste à lire les propositions suivantes, à retenir celles qui sont justes et à cocher la case correspondante dans la grille de réponses.

L'étudiant remarquera que l'énoncé des questions n'obéit à aucun ordre particulier. Il lui est conseillé de répondre le plus rapidement possible à celles qui lui paraissent simples. On notera que les propositions faites dans le cadre d'une question donnée peuvent comporter plusieurs réponses justes.

*On signale par ailleurs que **le barème peut comporter des points négatifs.***

QUESTIONS

1 - Statistiquement parlant, les chômeurs font partie de la population

a/ totale | b/ active | c/ inactive | d/ employée | e/ occupée | f/ du BIT

2 - En 2017, le taux de chômage calculé pour la France se situe, par rapport aux pays de l'UE

a/ au niveau le plus élevé	d/ au-dessous de la moyenne	f/ au-dessus de deux fois la moyenne
b/ au niveau le plus faible	e/ dans le top 5	
c/ au-dessus de la moyenne		

3 - Le calcul rapportant la somme des personnes ayant un emploi et des chômeurs à la population totale fournit le taux de (ou d')

a/ chômage | b/ emploi | c/ activité | d/ inactivité | e/ sous-emploi | f/ croissance

4 - Le SMIC est le salaire

a/ maximum inter-branches conventionnel	d/ maximum interprofessionnel de croissance
b/ minimum inter-branches conventionnel	e/ minimum interprofessionnel de croissance
c/ modulé inter-branches conventionnel	f/ modulé interprofessionnel de croissance

5 - L'existence d'un système d'assurance-chômage est considérée par certains analystes comme

a/ opérant un blocage des mécanismes sociaux	e/ procédant des mécanismes concurrentiels
b/ contribuant à retarder le retour à l'emploi	f/ opérant un blocage des mécanismes concurrentiels
c/ contribuant à réguler le retour à l'emploi	
d/ contribuant à favoriser le retour à l'emploi	

6 - On peut parler de résurgence du luddisme au sujet du développement

a/ des mouvements sociaux	d/ de nouveaux métiers
b/ du télé-travail	e/ des craintes sur l'emploi liées à la robotisation
c/ des plateformes numériques	f/ des espoirs fondés sur la robotisation

7 - Le niveau de vie d'un ménage, tel que défini par l'Insee, correspond au

- | | |
|--|--|
| a/ revenu disponible du ménage | d/ produit net du ménage |
| b/ revenu disponible divisé par le nombre de personnes du ménage | e/ produit net divisé par le nombre de personnes du ménage |
| c/ revenu disponible divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage | f/ produit net divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage |

8 - Statistiquement, le terme ménage peut désigner

- | | |
|--|--|
| a/ une personne seule | d/ une famille, sauf si elle est monoparentale |
| b/ des personnes vivant ensemble si elles font partie de la même famille | e/ une famille monoparentale |
| c/ un couple, avec ou sans enfants | f/ l'ensemble des occupants d'un même logement |

9 - La notion de pauvreté relative diffère de la notion de pauvreté absolue au sens où elle

- | | |
|---|---|
| a/ met l'accent sur le fait que la pauvreté ne dépend pas du pays et de l'époque dans lesquels on vit | d/ fonde sa définition sur un panier de biens |
| b/ met l'accent sur le fait que la pauvreté est relative au pays et à l'époque dans lesquels on vit | e/ dépend de la répartition des revenus dans la population |
| c/ fonde sa définition sur un pourcentage | f/ ne dépend pas de la répartition des revenus dans la population |

10- Une publication récente de l'Insee indique que : "En 2016, 12,7 % de la population française et 15,7 % de la population de l'UE sont en situation de privation matérielle et sociale. La pauvreté monétaire, elle, touche 13,6 % des Français et 17,3 % des Européens. (...) en France, moins de 6 % de la population est touchée par les deux formes de pauvreté." On peut commenter ce constat en disant que

- a/ il y a là un problème de cohérence des données statistiques
- b/ les deux modes de calcul relèvent d'une approche différente
- c/ l'indicateur de pauvreté monétaire est plus pertinent que l'indicateur de pauvreté matérielle et sociale
- d/ l'indicateur de pauvreté matérielle et sociale est plus pertinent que l'indicateur de pauvreté monétaire
- e/ La France est plutôt bien placée en Europe du point de vue de ces indicateurs
- f/ Les indices de satisfaction relèvent plus souvent du comparatif que de valeurs absolues

11- Une publication récente de l'Insee indique que, en 2016, au sein des pays européens : "Les pays les plus aisés ont dans l'ensemble des taux de privation matérielle et sociale bien plus faibles que dans le reste de l'UE, mais leurs taux de pauvreté monétaire sont proches de la moyenne. Par ailleurs, les personnes en situation de privation matérielle et sociale dans ces pays ont un niveau de vie bien plus élevé, mais une satisfaction dans la vie du même ordre que leurs homologues des pays moins aisés." On peut commenter ce constat en disant que

- a/ il y a là un problème de cohérence des données statistiques
- b/ les deux modes de calcul relèvent d'une approche différente
- c/ l'indicateur de pauvreté monétaire est plus pertinent que l'indicateur de pauvreté matérielle et sociale
- d/ l'indicateur de pauvreté matérielle et sociale est plus pertinent que l'indicateur de pauvreté monétaire
- e/ La France est plutôt bien placée en Europe du point de vue de ces indicateurs
- f/ Les indices de satisfaction relèvent plus souvent du comparatif que de valeurs absolues

12- La notion de pauvreté en termes de conditions de vie prend en compte, entre autres items, les éléments suivants :

- | | |
|---|--|
| a/ le remboursements d'emprunts ou crédits | e/ la restriction du temps de vacances à deux semaines |
| b/ l'existence d'impayés | f/ l'absence de sanitaires dans le logement |
| c/ l'absence d'épargne | |
| d/ l'incapacité pécuniaire à manger de la viande ou du poisson au moins tous les deux jours | |

13- On appelle PIB en volume

- | | | |
|-----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| a/ le Produit National brut | c/ le PIB à prix courants | e/ le PIB déflaté des prix |
| b/ le Produit Intérieur Net | d/ le PIB à prix constants | f/ le PIB en PPA |

14- Le Revenu national brut se calcule à partir du PIB,

- | | | |
|---|---|---|
| a/ il lui est identique | d/ en prenant en compte les flux de revenus reçus de l'étranger | f/ en prenant en compte les flux de revenus reçus de et versés à l'étranger |
| b/ en soustrayant la consommation de capital fixe | e/ en prenant en compte les flux de revenus versés à l'étranger | |
| c/ en déflatant par les prix | | |

15- Le revenu national brut est un agrégat

- | | | |
|--|---|--------------|
| a/ secondaire, les statistiques ne tiennent compte que du PIB | c/ essentiel, il détermine la plus grande part de la contribution des différents pays de l'UE au budget de celle-ci | e/ en volume |
| b/ qui a un usage institutionnel, il est notifié aux instances européennes | d/ en valeur | f/ en PPA |

16- La directive sur ressources propres constitue

- | | |
|--|--|
| a/ la règle contraignant le budget des collectivités territoriales à l'équilibre | d/ la règle contraignant le budget de l'Etat européen |
| b/ la règle contraignant le budget des administrations publiques à l'équilibre | e/ le cadre réglementaire définissant l'élaboration du budget des administrations publiques des pays de l'UE |
| c/ le cadre réglementaire définissant l'élaboration du budget de l'Etat des pays de l'UE | f/ le cadre réglementaire définissant le calcul du RNB au sein de l'UE |

17- Compte tenu de ce dont on dispose en matière de statistiques contemporaines et rétrospectives, on peut dire que le taux de croissance annuel moyen du PIB en volume des pays développés

- | | |
|--|---|
| a/ est constant sur la longue période | e/ est anormalement plus élevé durant l'avant-dernier quart du XXème siècle |
| b/ fluctue sur la longue période | f/ est anormalement plus élevé durant le dernier quart du XXème siècle |
| c/ a à peu près doublé à partir du XIXème siècle | |
| d/ a à peu près doublé à partir du XXème siècle | |

18- L'IDH, par rapport au PIB,

- | | |
|---|---|
| a/ est un agrégat complémentaire | d/ est un substitut |
| b/ diffère dans sa construction et son interprétation | e/ est totalement différent puisqu'il s'agit d'un ratio |
| c/ intègre des éléments supplémentaires | f/ fournit une base de calcul pour celui-ci |

19- En 2018 en France, le taux de chômage est égal à

- | | | | | | |
|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| a/ 3,8 % | b/ 6,6 % | c/ 9,0 % | d/ 9,1 % | e/ 9,5 % | f/ 28,1 % |
|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|

20- En 2018 en France, le taux de chômage est plus fort pour les

- | | | |
|----------------------------|--|--|
| a/ 15-24 ans | e/ détenteurs d'un diplôme de niveau non supérieur au baccalauréat | f/ détenteurs d'un diplôme de niveau supérieur |
| b/ 25-49 ans | | |
| c/ quinquagénaires ou plus | | |
| d/ sans diplôme | | |

21- En 2018, on observe que le taux de chômage de longue durée

- | | |
|---|---|
| a/ s'établit à 3,8 % | f/ représente une part plus importante du chômage pour les femmes que pour les hommes |
| b/ s'établit à 9,1 % | c/ correspond à plus de 40 % du chômage |
| e/ représente une part plus importante du chômage pour les hommes que pour les femmes | d/ correspond à plus de 50 % du chômage |

22- L'OMC

- | | | | |
|------------------------|----------------------------|--|---|
| a/ a été créée en 1941 | d/ a pris la suite du GATT | e/ diffère du GATT qui ne régissait que le commerce des marchandises | f/ gère les accords commerciaux bilatéraux entre pays |
| b/ a été créée en 1947 | | | |
| c/ a été créée en 1995 | | | |

23- On appelle balance des paiements

- | | |
|--|--|
| a/ le logo de l'OMC | d/ le document comptable enregistrant l'ensemble des transactions intervenues pendant l'année entre résidents et non résidents d'un pays donné |
| b/ l'ensemble des règles qui régissent le fonctionnement de l'OMC | e/ le principal tableau de synthèse publié par l'Insee |
| c/ le document comptable enregistrant l'ensemble des transactions intervenues pendant l'année dans un pays donné | f/ un document comptable édité par les entreprises multinationales et dont la publication est obligatoire |

24- On peut considérer comme protectionniste, au moins jusqu'à un certain point, une mesure sur les produits du type

- | | |
|--------------------------------------|---|
| a/ instauration de droits de douane | d/ mise en place de normes techniques |
| b/ suppression de droits de douane | e/ investissements directs internationaux |
| c/ clause de réciprocité commerciale | f/ négociation multilatérale au sein de l'OMC |

25- De 1980 à 2017, le volume du commerce mondial

- | | |
|--|--|
| a/ a évolué comme le volume du PIB mondial | e/ été multiplié par 6,8 et le volume du PIB mondial a été multiplié par 3,5 |
| b/ évolué moins vite que le volume du PIB mondial | f/ diminué tandis que le volume du PIB mondial augmentait |
| c/ évolué plus vite que le volume du PIB mondial | |
| d/ été multiplié par 3,5 et le volume du PIB mondial a été multiplié par 6,8 | |

26- Dans le débat libre échange vs protectionnisme, les arguments anti-protectionnisme reposent sur

- | | |
|---|---|
| a/ l'éventualité de mesures de rétorsion | d/ la hausse des coûts des producteurs |
| b/ la baisse de pouvoir d'achat des consommateurs | e/ le non respect des règles fixées par l'OMC |
| c/ la baisse des coûts des producteurs | f/ l'analyse de Friedrich List |

27- Dans l'expression "croissance zéro", le zéro fait référence

- | | | |
|----------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| a/ à la hausse des prix | c/ aux déchets | e/ à l'empreinte carbone |
| b/ à la variation des prix | d/ aux échanges commerciaux | f/ au taux de croissance |

28- En matière de dette publique en France, on observe que le ratio dette/PIB

- | | |
|---|---|
| a/ a été multiplié par un peu plus de deux sur les quatre dernières décennies | c/ approche de 100 % sur la période récente |
| b/ a été multiplié par près de cinq sur les quatre dernières décennies | d/ se situe dans la moyenne européenne |
| | e/ est plutôt supérieur à la moyenne européenne |
| | f/ est plutôt inférieur à la moyenne européenne |

29- L'OMC a pour mission(s)

- | | |
|--|--|
| a/ la libéralisation des échanges internationaux dans cadre de négociations multilatérales | d/ la formation et l'assistance aux PVD en matière de commerce international |
| b/ la conception mesures protectionnistes dans cadre de négociations multilatérales | e/ le respect des mesures de discrimination positive prises en faveur des PVD en matière de commerce international |
| c/ le règlement d'éventuels différends commerciaux entre pays | f/ de faire respecter les règles du commerce international |

30- En France en 2017, il semblerait que le taux de pauvreté monétaire défini par l'UE

- | | | | |
|----------------------|-----------------------------------|--|------------------------------------|
| a/ s'établit à 3,4 % | d/ ait diminué par rapport à 2016 | e/ n'ait pas évolué par rapport à 2016 | f/ ait augmenté par rapport à 2016 |
| b/ s'établit à 14 % | | | |
| c/ s'établit à 29 % | | | |

31- En France en 2017, on peut dire, en matière d'inégalités,

- | | |
|--|---|
| a/ que l'indice de Gini s'établit à 3,4 % | d/ qu'elles ont diminué par rapport à 2016 |
| b/ que le rapport D9/D1 s'établit à 3,4 % | e/ qu'elles n'ont pas évolué par rapport à 2016 |
| c/ que le taux de pauvreté s'établit à 3,4 % | f/ qu'elles ont augmenté par rapport à 2016 |

32- En 2016 en Italie, l'indice de Gini calculé sur les niveaux de vie est à 0,327 et celui de la zone Euro à 0,305. On peut donc noter que

- | | |
|---|--|
| a/ l'Italie est plus égalitaire que la France | e/ l'Italie est plus égalitaire que ne l'est, en moyenne, la zone Euro |
| b/ l'Italie est plus inégalitaire que la France | |
| c/ la France est plus égalitaire que ne l'est, en moyenne, la zone Euro | f/ l'Italie est plus inégalitaire que ne l'est, en moyenne, la zone Euro |
| d/ la France est plus inégalitaire que ne l'est, en moyenne, la zone Euro | |

33- En 2012, en France, l'indice de Gini calculé sur les niveaux de vie est égal à 0,305 tandis que le calcul du rapport interdéciles D0/D1 donne 3,6. On peut donc dire qu'en ce qui concerne les inégalités

- | | |
|---|---|
| a/ elles sont plus faibles en 2016 qu'en 2012 | e/ elles n'ont pas évolué sur la période 2012-2017 |
| b/ elles sont plus fortes en 2016 qu'en 2012 | f/ l'évolution de ces indicateurs entre 2012 et 2017 fournit des informations contradictoires |
| c/ elles sont plus faibles en 2017 qu'en 2012 | |
| d/ elles sont plus fortes en 2017 qu'en 2012 | |

34- En France, ces dernières années, le taux de pauvreté au seuil de 40% est

- | | | |
|-----------------------------|------------------------------|------------------------------------|
| a/ approximativement de 4 % | c/ approximativement de 14 % | e/ par définition supérieur à 14 % |
| b/ approximativement de 8 % | d/ approximativement de 16 % | f/ par définition inférieur à 14 % |

35- En 2017, le taux de croissance annuel du PIB par tête à prix courants a été de

- | | | | | | |
|--------------|--------------|----------|----------|----------|----------|
| a/ 819 euros | b/ 671 euros | c/ 1,8 % | d/ 2,0 % | e/ 2,4 % | f/ 2,5 % |
|--------------|--------------|----------|----------|----------|----------|

36- En 2017, le taux de croissance annuel du PIB par tête en volume a été de

- | | | | | | |
|--------------|--------------|----------|----------|----------|----------|
| a/ 819 euros | b/ 671 euros | c/ 1,8 % | d/ 2,0 % | e/ 2,4 % | f/ 2,5 % |
|--------------|--------------|----------|----------|----------|----------|

37- Sur l'ensemble de la période 2008-2017, le taux de croissance de PIB par tête en valeur est

- | | | | | | |
|-----------|-----------|----------|----------|----------|----------|
| a/ 10,3 % | b/ 10,0 % | c/ 9,4 % | d/ 3,4 % | e/ 3,3 % | f/ 3,2 % |
|-----------|-----------|----------|----------|----------|----------|

38- Sur l'ensemble de la période 2000-2017, le taux de croissance de PIB par tête en volume est

- | | | | | | |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| a/ 40,7 % | b/ 34,7 % | c/ 28,9 % | d/ 11,8 % | e/ 11,3 % | f/ 10,6 % |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|

39- Sur le graphique joint en annexe, on observe

- | | |
|---|---|
| a/ deux courbes de PIB par tête, l'une en valeur, l'autre en volume | d/ une variation des prix à la baisse sur la période |
| b/ une croissance plus forte pour la courbe de PIB par tête à prix courants | e/ que les données utilisées sont celles de la base 2014 |
| c/ une variation des prix à la hausse sur la période | f/ que les courbes de PIB en valeur et en volume s'intersectent, ce qui n'a pas de sens |

40- Sur le graphique joint en annexe, on observe, de 2000 à 2017, une variation relative d'à peu près

- a/ 10 % du PIB par tête en valeur
- b/ 10 % du PIB par tête en volume
- c/ 20 % du PIB par tête en valeur

- d/ 20 % du PIB par tête en volume
- e/ 40 % du PIB par tête en valeur
- f/ 40 % du PIB par tête en volume

- : - : - : - : -

Annexe – données statistiques

Nombre de chômeurs et taux de chômage en 2018

	Chômage				Chômage de longue durée			
	Effectifs (en milliers)	Taux (en %)			Effectifs (en milliers)	Taux (en %)		
		Ensemble	Femmes	Hommes		Ensemble	Femmes	Hommes
15-24 ans	596	20,8	20,0	21,4	145	5,1	4,7	5,4
25-49 ans	1 538	8,5	8,9	8,1	650	3,6	3,6	3,6
50 ans ou plus	567	6,4	6,3	6,5	327	3,7	3,4	4,0
Ensemble	2 702	9,1	9,1	9,0	1 122	3,8	3,6	3,9

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : Insee, enquête Emploi 2018.

Taux de chômage par diplôme en 2018

en %

	2018
Sans diplôme, CEP, brevet	16,2
CAP, BEP	9,8
Bac	9,5
Bac+2	5,6
Supérieur à Bac+2	5,3
Ensemble	9,1

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : Insee, enquête Emploi 2018.

Statut d'activité au sens du BIT en 2018

	Ensemble	
	en milliers	en %
Actifs	29 438	71,9
Ayant un emploi	26 745	65,4
Chômeurs	2 693	6,6
Inactifs	11 486	28,1
Ensemble	40 924	100,0

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.

Source : Insee, enquête Emploi 2018.

Niveaux du taux de pauvreté et des principaux indicateurs d'inégalités en 2016 et en 2017

	2016	2017*
Taux de pauvreté à 60 %	14,0	14,0
Indice de Gini	0,288	0,289
Rapport interdécile D9/D1	3,4	3,4

* estimé sur la base d'une simulation

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou

Note : l'indice de Gini passe de 0,288 à 0,289 du fait d'un effet d'arrondi (la hausse étant de 0,0017).

Source : Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2016 (actualisée 2017) ; modèle Ines 2017.

Produit intérieur brut par habitant

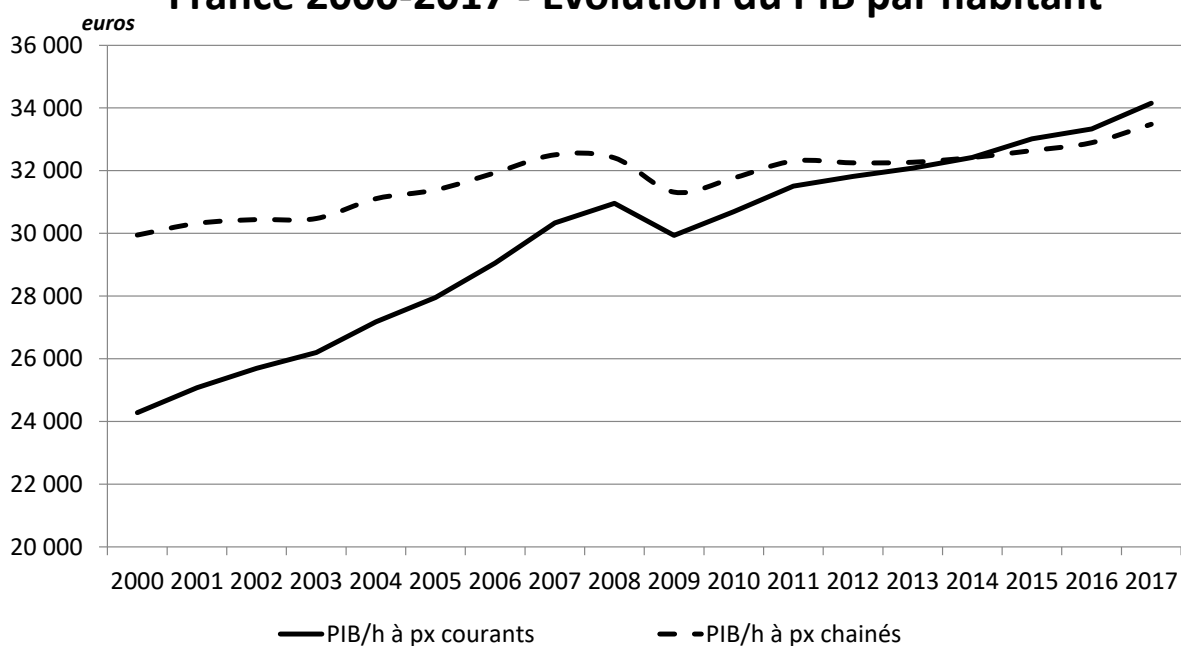
en euros

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
en valeur	24 278	25 073	25 695	26 202	27 180	27 956
en volume	29 945	30 318	30 440	30 473	31 106	31 386
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
en valeur	29 055	30 332	30 956	29 933	30 692	31 507
en volume	31 932	32 505	32 407	31 315	31 769	32 307
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
en valeur	31 817	32 083	32 420	33 013	33 332	34 151
en volume	32 249	32 268	32 420	32 641	32 892	33 480

Comptes nationaux annuels base 2014

Source : Insee

France 2000-2017 - Evolution du PIB par habitant



- . - . - . - . - . -